



Tunisie : du rêve de liberté aux murs de la peur. Les organisations syndicales françaises solidaires du syndicalisme tunisien

Le 14 janvier 2011, la révolution tunisienne portée par la jeunesse, les travailleuses et travailleurs et les forces vives de la société, faisait naître un immense espoir, celui de la liberté, de la justice sociale et de la démocratie. Quinze ans plus tard, en ce jour anniversaire, force est de constater que cet espoir est profondément enterré.

La Tunisie traverse aujourd'hui une crise politique majeure. Les acquis démocratiques issus de la révolution ont été progressivement démantelés. La concentration des pouvoirs, l'affaiblissement des institutions, la marginalisation du pluralisme politique et la remise en cause de l'État de droit ont installé un climat de peur et d'arbitraire. Les libertés fondamentales, durement conquises, sont menacées par la criminalisation de l'opposition, la pression sur les médias et la restriction de l'espace civique.

Cette dérive autoritaire vise à faire taire les voix critiques et à restreindre l'espace démocratique. Elle affecte profondément le mouvement syndical tunisien, confronté à un arrêt du dialogue social, à la suspension des négociations collectives et à un durcissement préoccupant du discours et des pratiques des autorités à l'encontre des organisations syndicales.

Face à ces atteintes graves et répétées aux droits fondamentaux, les organisations syndicales françaises CFDT, CGT, UNSA, Solidaires et FSU expriment leur plein et entier soutien à l'UGTT dans sa mobilisation légitime pour la défense des libertés publiques et syndicales, du droit d'organisation et de grève, ainsi que du droit à une négociation collective effective. Elle porte notamment les revendications essentielles relatives aux augmentations salariales, à la préservation de l'emploi et au maintien d'un véritable dialogue social.

Les organisations syndicales françaises CFDT, CGT, UNSA, Solidaires et FSU appellent les autorités tunisiennes à :

- Mettre fin à la criminalisation de l'action syndicale et citoyenne.
- Libérer toutes les personnes détenues en raison de leurs engagements syndicaux, politiques ou associatifs.
- Garantir la liberté d'expression, d'organisation et de grève.
- Reprendre sans délai un véritable dialogue social avec l'UGTT

Les organisations syndicales CFDT, CGT, UNSA, Solidaires et FSU rappellent que les aspirations de la révolution tunisienne demeurent légitimes. La liberté, la dignité et la justice sociale ne sont ni des idéaux du passé, ni des promesses oubliées : elles constituent des exigences d'aujourd'hui et de demain. Face aux murs de la peur, nous faisons le choix de la solidarité internationale, de la vigilance et de l'espoir d'un avenir démocratique pour la Tunisie.

Soutien à l'UGTT

Pour les libertés syndicales, le dialogue social et la justice sociale.